



Face à l'état d'urgence sanitaire, Proclamons l'état d'urgence scolaire !

Depuis le 17 octobre dernier, répondant à l'épidémie de Covid par la restriction des libertés publiques, le gouvernement a placé notre pays sous régime d'état d'urgence sanitaire. Mais alors qu'il y a péril pour notre système éducatif, rien n'est fait pour répondre à l'urgence et aux besoins. Pire, il est encore une fois question de réduire les moyens. Cette situation ne peut plus durer : il est temps de proclamer l'état d'urgence scolaire.

Tous et toutes, enseignant•es et personnels de l'Education nationale, nous faisons le constat d'une pénurie de moyens dramatique pour le service public d'éducation. Tous et toutes, nous voyons baisser année après année les dotations qui permettent à nos établissements de fonctionner. Et une nouvelle fois, c'est une baisse drastique des moyens alloués qui s'annonce pour la prochaine rentrée. Ces coupes sont particulièrement importantes dans les collèges REP/REP+ et dans les lycées, qui perdent de nombreuses heures et postes. Dans l'académie de Strasbourg, ce ne sont pas moins de 43 postes qui seront supprimés et partiellement transformés en HSA contraintes à la rentrée 2021, avec pour conséquence une dégradation inacceptable des conditions de travail des personnels et des élèves.

Les AED et AESH ne sont pas en reste et se mobilisent déjà face à la précarité organisée de leur statut. La crise sanitaire a accentué la détérioration de leurs conditions de travail, avec la multiplication des tâches induites par la mise en place des protocoles sanitaires et l'exposition particulière aux risques de contamination.

Au bout d'une année et après deux confinements, il aurait été légitime de penser que notre ministère ait anticipé l'éventualité d'une aggravation de la crise sanitaire, mais non ! Protocoles sanitaires inconséquents, acharnement à supprimer des postes, rémunérations gelées, stratégie vaccinale inexistante : voilà toute la considération de ce gouvernement pour l'Éducation nationale et ses personnels. Alors que l'ouverture des écoles et établissements scolaires est essentielle et que nos organisations ont exigé, dès le début de l'année, la mise en place d'un plan d'urgence dans l'éducation, le ministère est resté sourd à nos revendications, entraînant ainsi une nouvelle fermeture un an après le premier confinement.

« L'école, c'est du mensonge. » confiait récemment un jeune à un assistant d'éducation. Nous ne pouvons accepter qu'il ait raison.

Proclamons l'état d'urgence scolaire, rendons-nous audibles. Exigeons l'annulation immédiate des suppressions de postes. Demandons les moyens indispensables à la réussite de nos élèves en toute « confiance ». Revendiquons une réelle considération des personnels de l'Education nationale, aussi bien en termes d'accès à la vaccination et d'une réelle protection dans l'exercice de nos fonctions que de revalorisation de nos rémunérations.

En conséquence, nos organisations appellent les personnels à se réunir devant le rectorat le 30 avril et à débattre en HMI ou en AG d'établissement des moyens d'action à mettre en œuvre pouvant aller jusqu'à la grève pour construire une mobilisation collective à l'échelle du département.

LE VENDREDI 30 AVRIL :

- je donne du travail en autonomie à mes élèves (aucune obligation de faire des visio ne s'impose) ;
- je rejoins mes collègues au rectorat pour discuter et débattre des suites à donner.

Ensemble, nous sommes plus forts !

**RASSEMBLEMENT DEVANT LE RECTORAT DE STRASBOURG
A 14H30**